Communiqué de presse

G20 : Pensez aux peuples, pas à la finance !

Paris, le 18 février 2011 – Aujourd'hui et demain a lieu la première réunion des ministres des Finances et gouverneurs de Banque centrale des pays du G20. A cette occasion, l'AITEC, ATTAC et les Amis de la Terre France rappellent que cet espace de décision est illégitime, et que malgré les promesses récurrentes de régulation des systèmes bancaires et financiers, rien n'a encore changé : les peuples continuent de subir les conséquences des crises économique, financière, sociale et écologique mondiales.

En 2009 à Londres, les 20 économies les plus puissantes de la planète s'étaient donné trois ans pour « moraliser le capitalisme », instaurer une croissance mondiale durable et équilibrée, et réguler la finance mondiale. Aujourd'hui réunis à Paris, et deux ans après les grandiloquentes déclarations, pas ou peu de mesures significatives ont été prises. Tout porte à croire qu'à l'issue de cette nouvelle réunion du G20, le « business as usual » continuera pour l'économie mondiale.

L'actualité récente n'est pas avare d'indices allant dans ce sens : d'un coté la France cherche à créer un « paradis fiscal à la française » à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin en supprimant l'ISF et l'impôt sur les sociétés et en favorisant la défiscalisation des hauts revenus ; de l'autre on apprend que BNP Paribas, qui possède plus de 300 filiales dans les paradis fiscaux, a réalisé un produit net bancaire en forte hausse à 43,9 milliards d'euros et que ses bénéfices s'élèvent à 7,8 milliards d'euros pour 2010.

La crise ne semble plus menacer les profits des banques et les bonus des traders mais le maître mot en Europe et ailleurs reste la rigueur. Oui, mais pour qui ? Les citoyens ou la finance ?

L'AITEC, ATTAC et les Amis de la Terre France refusent que soit imposé un système bancaire et financier qui joue l'économie mondiale sur les marchés, engage des investissements nocifs pour l'environnement et les populations et bénéficie de la plus totale impunité.

Nous exigeons que la responsabilité des acteurs financiers dans la crise soit reconnue et qu'ils contribuent financièrement aux réparations.

Nous réclamons la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, qui permettra de freiner la spéculation et dont les revenus pourront participer au financement du développement, de la lutte contre les changements climatiques, de la préservation et de l'accès de toutes et tous aux bien publics mondiaux.

Les réponses solidaires et démocratiques à la crise mondiale ne viendront pas des seuls dirigeants des pays les plus riches, mais des peuples eux-mêmes et d'un « G192 » représentant tous les États de la planète.
Ici ou ailleurs, des alternatives existent déjà et nous devons les soutenir.

Contacts presse :
Caroline Prak, Les Amis de la Terre, 06 86 41 53 43 – 01 48 51 18 96
Amélie Canonne, ATTAC, 06 24 40 07 06 – 01 56 06 43 61